



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. limitée
18 novembre 2022
Français
Original : anglais

Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris

Quatrième session

Charm el-Cheikh, 6-18 novembre 2022

Point 7 de l'ordre du jour

**Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices
liés aux incidences des changements climatiques**

Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques

Proposition du Président

Projet de décision -/CMA.4

Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices, établi au titre du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris¹,

*Rappelant l'Accord de Paris, les décisions pertinentes de la Conférence des Parties et
ses propres décisions pertinentes,*

1. *Rappelle* que le Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques a été établi afin de catalyser l'assistance technique des organisations, organes, réseaux et experts compétents pour la mise en œuvre d'approches pertinentes de prévention, de réduction et de prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes de changements climatiques aux niveaux local, national et régional dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables à ces effets² ;
2. *Remercie* le Gouvernement danois d'avoir accueilli du 4 au 6 mai 2022 l'atelier technique sur les arrangements institutionnels relatifs au Réseau de Santiago, notamment d'avoir pris les dispositions logistiques et financières nécessaires à cet effet ;
3. *Décide* que le Réseau de Santiago est organisé comme suit :
 - a) Un secrétariat, appelé le secrétariat du Réseau de Santiago, qui facilite les travaux du Réseau ;

¹ Rien dans le présent document ne préjuge des vues des Parties ni des résultats de l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques.

² Décision 2/CMA.2, par. 43.



- b) Un conseil consultatif qui est chargé de fournir au secrétariat des orientations sur l'exécution efficace des fonctions du Réseau de Santiago et de contrôler ses activités ;
- c) Un réseau d'organisations, d'organes, de réseaux et d'experts membres couvrant un large éventail de sujets relatifs à la prévention, à la réduction et à la prise en compte des pertes et préjudices ;
4. *Rappelle* le paragraphe 67 de sa décision 1/CMA.3, dans lequel elle a décidé que le Réseau de Santiago serait doté de fonds³ qui lui permettraient de soutenir l'assistance technique à la mise en œuvre d'approches pertinentes visant à éviter les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, à les réduire au minimum et à y remédier dans les pays en développement, conformément aux fonctions énoncées au paragraphe 9 de la décision 19/CMA.3 ;
5. *Rappelle également* le paragraphe 70 de sa décision 1/CMA.3, dans lequel elle prie instamment les pays développés parties de verser des fonds au Réseau de Santiago afin d'assurer son bon fonctionnement et la fourniture de l'assistance technique visée au paragraphe 67 de la décision ;
6. *Encourage* les autres à soutenir le fonctionnement du Réseau de Santiago et à fournir une assistance technique ;
7. *Se félicite* des engagements qui ont déjà été pris en faveur du Réseau de Santiago ;
8. *Adopte* le mandat du Réseau de Santiago figurant à l'annexe I ;
9. *Décide* de créer, dans le cadre du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques, le Conseil consultatif du Réseau de Santiago, de le placer sous l'autorité et la direction de l'organe ou des organes directeurs compétents⁴, auxquels il rend compte, et de lui confier les rôles et responsabilités énoncés à l'annexe I ;
10. *Décide également* que les membres du Conseil consultatif seront élus à la prochaine session de l'organe ou des organes directeur(s) (novembre 2023) et encourage les Parties à désigner des experts possédant une expérience et des connaissances techniques diverses ayant trait, notamment, à la prévention, à la réduction et à la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, ainsi qu'aux rôles et responsabilités du Conseil consultatif énumérés à l'annexe I, compte tenu de la nécessité d'assurer une représentation équilibrée des sexes, conformément aux décisions 36/CP.7, 23/CP.18 et 3/CP.25, et de la composition du Conseil consultatif indiquée à l'annexe I ;
11. *Décide en outre* que les membres du Conseil consultatif sont élus pour un mandat de deux ans et ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs ;
12. *Décide* que la moitié des membres élus en 2023 exercent un mandat de trois ans et l'autre moitié un mandat de deux ans, après quoi le ou les organes directeurs élisent chaque année la moitié des membres pour un mandat de deux ans ;
13. *Décide également* que les membres du Conseil consultatif restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs ;
14. *Prie* le Conseil consultatif d'élaborer un projet de règlement intérieur⁵ en vue de le recommander à l'organe ou aux organes directeurs par l'intermédiaire des organes subsidiaires, pour examen et adoption par les organes subsidiaires à leur soixante et unième session (novembre 2024) ;
15. *Prie également* le secrétariat de continuer à fournir un appui aux pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques qui pourraient solliciter une assistance technique auprès des organisations, organes, réseaux

³ Voir aussi décision 1/CMA.3, par. 68 et 70.

⁴ Rien dans le présent document ne préjuge des vues des Parties ni des résultats de l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques.

⁵ Le Conseil précise dans son règlement intérieur la procédure à suivre pour adopter des décisions lorsque tous les efforts déployés pour parvenir à un consensus sont restés vains.

et experts du Réseau de Santiago ou aimeraient en bénéficier, jusqu'à ce que le secrétariat du Réseau de Santiago soit opérationnel ;

16. *Décide* que le secrétariat du Réseau de Santiago est placé sous la direction de l'organe ou des organes directeurs, auxquels il rend compte par l'intermédiaire du Conseil consultatif, et qu'il est hébergé par une organisation ou un groupement d'organisations capables de lui fournir l'appui administratif et structurel nécessaire à son bon fonctionnement ;

17. *Décide également* qu'une fois opérationnel, le secrétariat du Réseau de Santiago définit, sous la direction et avec l'approbation du Conseil consultatif, les modalités et procédures applicables au Réseau de Santiago, sur la base du mandat figurant à l'annexe I et compte tenu du paragraphe 9 de la décision 19/CMA.3, entériné dans la décision 17/CP.26, et du paragraphe 67 de la décision 1/CMA.3, notamment qu'il :

a) Élabore des lignes directrices concernant la désignation d'organisations, organes, réseaux et experts en tant que membres du Réseau de Santiago ;

b) Élabore des lignes directrices et des procédures relatives au traitement des demandes d'assistance technique, y compris qu'il envisage d'élaborer des procédures applicables aux demandes qui requièrent une réponse d'urgence ;

c) Élabore des lignes directrices pour la gestion des fonds versés au titre de l'assistance technique, notamment pour garantir que l'assistance technique financée directement par le Réseau de Santiago est mise à disposition des populations particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, y compris en faisant en sorte qu'un pourcentage minimum de cette assistance aille directement à ces populations ;

18. *Décide en outre* que la procédure de sélection de l'entité d'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago sera lancée à l'issue de la vingt-septième session de la Conférence des Parties et de sa quatrième session afin qu'elle soit achevée d'ici à 2023, et que cette procédure est ouverte, transparente, équitable et neutre, conformément aux modalités décrites aux paragraphes 19 à 23 ci-dessous et aux pratiques et normes de l'Organisation des Nations Unies ;

19. *Prie* le secrétariat, sous la direction des Présidents des organes subsidiaires :

a) D'élaborer, de publier et de diffuser largement, d'ici au 31 décembre 2022, un appel à propositions pour l'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago, y compris de préparer un formulaire type de proposition, et d'inviter les organisations intéressées, y compris les groupements d'organisations, à soumettre leur proposition d'ici au 31 mars 2023 ;

b) De répondre aux demandes de renseignements des organisations intéressées, le cas échéant ;

c) D'élaborer une compilation des résumés analytiques contenus dans les propositions et de la publier sur le site Web de la Convention d'ici au 7 avril 2023 ;

d) De convoquer un comité d'évaluation d'ici au 7 avril 2023 et de l'aider à établir son rapport d'évaluation, visé au paragraphe 22 ci-dessous ;

e) De veiller à ce qu'il n'y ait pas de conflit d'intérêts potentiel dans la procédure de sélection, notamment en appliquant les garanties et règles appropriées ;

20. *Invite* le Comité exécutif à désigner quatre de ses membres et le Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques et le Comité de Paris sur le renforcement des capacités à désigner chacun deux membres pour constituer le comité d'évaluation visé au paragraphe 19 d) ci-dessus et chargé d'examiner les propositions, en veillant à assurer la représentation équilibrée des pays développés parties et des pays en développement parties ;

21. *Invite également* le comité d'évaluation à consulter, le cas échéant, d'autres organes constitués disposant des compétences voulues, en particulier le Comité de l'adaptation et le Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones ;

22. *Prie* le comité d'évaluation d'établir un rapport d'évaluation dans lequel il présente au maximum trois propositions répondant aux critères visés à l'annexe II et donne des informations sur la manière dont les critères d'évaluation ont été appliqués à ces propositions,

et de soumettre ce rapport aux organes subsidiaires pour examen à leur cinquante-huitième session (juin 2023) ;

23. *Prie également* les organes subsidiaires de recommander, à leur cinquante-huitième session, un projet de décision assorti de la proposition relative à l'accueil du secrétariat du Réseau de Santiago répondant le mieux aux critères énoncés à l'annexe II, pour examen et adoption par l'organe ou les organes directeurs à leur(s) session(s) prévue(s) en novembre-décembre 2023 ;

24. *Prie en outre le* secrétariat, sous la direction de la présidence des organes subsidiaires, d'élaborer un projet d'accord (mémoire d'accord) avec l'entité à l'origine de la proposition recommandée par les organes subsidiaires à leur cinquante-huitième session, en vue de le recommander pour examen et approbation par l'organe ou les organes directeurs à leur(s) session(s) prévue(s) en novembre-décembre 2023 ;

25. *Invite* les Parties à indiquer au secrétariat du Réseau de Santiago par quel intermédiaire elles entendent communiquer avec lui, en fonction de leur situation nationale, afin de favoriser la mise en concordance de l'assistance technique fournie dans le cadre du Réseau de Santiago avec les priorités nationales ;

26. *Affirme* que l'assistance technique qui sera fournie dans le cadre du Réseau de Santiago, selon la demande, résultera d'un processus inclusif et piloté par les pays, tenant compte des besoins des personnes vulnérables, des peuples autochtones et des communautés locales ;

27. *Affirme également* que l'assistance technique fournie dans le cadre du Réseau de Santiago devrait tenir compte des questions transversales mentionnées dans le onzième alinéa du préambule de l'Accord de Paris ;

28. *Note* que l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie se poursuivra à sa cinquième session (novembre-décembre 2023)⁶ ;

29. *Prend note* du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat devrait exécuter en application de la présente décision ;

30. *Demande* que les activités du secrétariat prévues dans la présente décision soient exécutées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

⁶ Il convient de noter que les discussions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie n'ont pas abouti à un résultat, ce qui ne préjuge pas de la poursuite de l'examen de cette question.

Annex I

Terms of reference of the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change

[English only]*

I. Objective

1. The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement (CMA), at its second session, established, as part of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts, the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change to catalyse the technical assistance of relevant organizations, bodies, networks and experts for the implementation of relevant approaches at the local, national and regional level in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.¹

II. Functions

2. CMA 3 decided that the Santiago network is to have the following functions:²

(a) Contributing to the effective implementation of the functions³ of the Warsaw International Mechanism, in line with the provisions in paragraph 7 of decision 2/CP.19 and Article 8 of the Paris Agreement, by catalysing the technical assistance of organizations, bodies, networks and experts;

(b) Catalysing demand-driven technical assistance, including of relevant organizations, bodies, networks and experts, for the implementation of relevant approaches to averting, minimizing and addressing loss and damage in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change by assisting in:

(i) Identifying, prioritizing and communicating technical assistance needs and priorities;

(ii) Identifying types of relevant technical assistance;

(iii) Actively connecting those seeking technical assistance with best suited organizations, bodies, networks and experts;

(iv) Accessing technical assistance available, including from such organizations, bodies, networks and experts;

(c) Facilitating the consideration of a wide range of topics relevant to averting, minimizing and addressing loss and damage approaches, including but not limited to current and future impacts, priorities, and actions related to averting, minimizing and addressing loss and damage pursuant to decisions 3/CP.18 and 2/CP.19, the areas referred to in Article 8, paragraph 4, of the Paris Agreement and the strategic workstreams of the five-year rolling workplan of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism;

(d) Facilitating and catalysing collaboration, coordination, coherence and synergies to accelerate action by organizations, bodies, networks and experts, across

* To be made available in all six official languages in the report on the session.

¹ Decision 2/CMA.2, para. 43.

² Decision 19/CMA.3, para. 9.

³ Decision 2/CP.19, para. 5.

communities of practices, and for them to deliver effective and efficient technical assistance to developing countries;

(e) Facilitating the development, provision and dissemination of, and access to, knowledge and information on averting, minimizing and addressing loss and damage, including comprehensive risk management approaches, at the regional, national and local level;

(f) Facilitating, through catalysing technical assistance of organizations, bodies, networks and experts, access to action and support (finance, technology and capacity-building), under and outside the Convention and the Paris Agreement, relevant to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change, including urgent and timely responses to the impacts of climate change.

III. Structure

3. The Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change will have the following structure:

(a) A hosted secretariat that will facilitate its work, to be known as the Santiago network secretariat;

(b) An Advisory Board to provide guidance and oversight to the Santiago network secretariat on the effective implementation of the functions of the network;

(c) A network of member organizations, bodies, networks and experts covering a wide range of topics relevant to averting, minimizing and addressing loss and damage.

IV. Roles and responsibilities

A. Santiago network secretariat

4. The Santiago network secretariat shall be accountable to and operate under the guidance of the Advisory Board.

5. The Santiago network secretariat shall facilitate the implementation of the functions of the Santiago network.⁴

6. The Santiago network secretariat shall manage day-to-day operations of the Santiago network, including:

(a) Building and managing the network of member organizations, bodies, networks and experts, covering a wide range of topics relevant to averting, minimizing and addressing loss and damage approaches;⁵

(b) Ensuring the coordination and collaboration of the work of the Santiago network with relevant UNFCCC constituted bodies, in particular the Executive Committee, as well as exploring synergies with other initiatives and networks;

(c) Receiving, assessing and managing the process of responding to requests from developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change for technical assistance to avert, minimize and address loss and damage, in coordination with network members;

(d) Developing and executing the work programme approved by the Advisory Board, building on synergies with the five-year rolling workplan of the Executive Committee;

⁴ As per decision 19/CMA.3, para. 9, endorsed in decision 17/CP.26.

⁵ FCCC/SB/2022/2/Add.2, annex I.

- (e) Promoting and disseminating information on the Santiago network in a manner that is comprehensible and accessible to communities particularly vulnerable to the adverse effects of climate change;
- (f) Managing and directing the disbursement of funds provided for the Santiago network consistently with the fiduciary standards, legal and ethical integrity policies, financial rules and regulations of the host of the secretariat;
- (g) Administering the funds provided for technical assistance under the Santiago network in a cost-effective and transparent manner;
- (h) Maintaining a monitoring and evaluation system to assess the timeliness, appropriateness and outcomes of assistance provided;
- (i) Supporting and facilitating the work of the Advisory Board.

B. Advisory Board

7. The Advisory Board will:

- (a) Approve policies, procedures and guidelines developed by the Santiago network secretariat;
- (b) Provide guidance on the effective implementation of the functions of the Santiago network;
- (c) Provide guidance on the preparation of the annual report of the Santiago network;
- (d) Approve modalities for the designation of organizations, bodies, networks and experts as members of the Santiago network;
- (e) Approve the work programme of the Santiago network, ensuring, as much as possible, coherence and synergies with the five-year rolling workplan of the Executive Committee and the plans of action of the expert groups, task force and technical expert group of the Warsaw International Mechanism;
- (f) Approve the annual budget of the Santiago network;
- (g) Endorse the appointment of the director of the Santiago network secretariat;
- (h) Endorse the financial statement of the Santiago network;
- (i) Review the timeliness and quality of the responses of the Santiago network to requests for technical assistance;
- (j) Provide guidance on and approve the criteria used to assure the relevance and quality of expertise and services delivered by organizations, bodies, networks and experts.

V. Composition of the Advisory Board

8. The Advisory Board, with the aim of achieving fair and balanced representation, shall be composed of the following:

- (a) Two members from each of the five recognized United Nations regional groups;
- (b) One member each from the least developed countries and small island developing States;
- (c) Two members of the Executive Committee, nominated by the Executive Committee from among its members.

9. The Advisory Board will also have three other representatives, one from the women and gender constituency, one from indigenous peoples organizations, and one from the children and youth non-governmental organizations, who may actively participate in the deliberations of the Advisory Board.

VI. Matters related to meetings of the Advisory Board

10. The Advisory Board meetings will be open to observers, unless otherwise decided by the Advisory Board, and the Advisory Board will invite observers from relevant constituted bodies, civil society organizations and other organizations, bodies, networks and experts to attend its meetings in order to provide technical expertise and inputs, as appropriate, to the Advisory Board for its deliberations.

11. Decisions of the Advisory Board will be taken by consensus by the members listed in paragraph 8 above.

12. The Advisory Board shall meet at least twice a year, where possible in connection with meetings of the Executive Committee, while retaining its flexibility to adjust the number of meetings to suit its needs.

VII. Organizational structure of the secretariat

13. The Santiago network secretariat will have a lean, cost-efficient organizational structure, led by a director who will manage a small core team of professional and administrative staff, in order to meet its responsibilities and perform its functions efficiently and effectively.

14. The Santiago network secretariat is to be hosted by an organization or a consortium of several organizations capable of supporting the functions of the Santiago network secretariat.

15. Subject to the endorsement of the Advisory Board, the director of the Santiago network secretariat will be appointed by the host. The director will be accountable to the host for administrative issues relating to the administrative effectiveness and efficiency of the Santiago network secretariat and to the Advisory Board for the effective implementation of the functions of the Santiago network.

16. The director will have a fixed term of office no longer than the term of the host agreement, which may be renewed subject to endorsement by the Advisory Board, and should have broad responsibility to provide strategic leadership to the Santiago network and to manage its secretariat.

17. The director of the Santiago network secretariat shall serve as secretary to the Advisory Board.

VIII. Reporting

18. In line with guidance provided by the Advisory Board, the Santiago network secretariat will prepare an annual report on activities of the Santiago network secretariat and network and on the performance of their respective functions, including information on:

- (a) Requests received and activities carried out by the Santiago network and their outcomes;
- (b) Responses to requests;
- (c) Ongoing work as well as lessons learned and best practices derived from that work;
- (d) Support delivered in regions, finance disbursed and administrative costs;
- (e) Inclusion of new members in the Santiago network and their engagement therein;
- (f) Assistance to developing country Parties in identifying, prioritizing and communicating their needs for technical assistance;
- (g) Efforts to reach communities that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change;

(h) Gender considerations, including through the use of gender-disaggregated data, consistently with decision 3/CP.25.

19. The Santiago network secretariat will prepare an annual report and submit it to the Advisory Board for its consideration and approval. The approved report will be forwarded to the secretariat to be included in a joint annual report of the Santiago network and the Executive Committee submitted to the governing body or bodies through their subsidiary bodies.

IX. Review

20. The Santiago network secretariat will commission one independent review of the performance of the Santiago network, including, inter alia, sustainability and sources of funding, adequacy of funding levels relative to technical assistance requests, timeliness, effectiveness, engagement, gender-responsiveness and delivery of technical assistance to communities particularly vulnerable to the adverse effects of climate change, in a timely manner so that the findings of this review can feed into the subsequent review of the Warsaw International Mechanism,⁶ for determining the need for further independent reviews of the performance of the Santiago network.

X. Term of host agreement

21. The initial term of the agreement to host the secretariat of the Santiago network will be five years, with five-year renewal periods, if so decided by the appropriate governing body or bodies.

22. The renewal of the agreement to host the Santiago network secretariat will be subject to the host organization satisfactorily fulfilling its functions.

⁶ As per decision 2/CMA.2, para. 46.

Annex II

Criteria to be used to evaluate proposals and select the host of the Santiago network secretariat for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change

[English only]*

1. The proposals submitted pursuant to paragraph 19(a) of this decision will be evaluated against the criteria below.

II. Technical capability

2. The technical capability criteria are as follows:
 - (a) Be a single organization or a consortium of partner organizations capable of providing a lean, efficient and agile service to the Santiago network secretariat;
 - (b) Have strong networks across communities of practice, including development and humanitarian actors, relevant to averting, minimizing and addressing loss and damage, climate change adaptation, and disaster risk reduction, response and recovery;
 - (c) Have a broad regional presence and have demonstrated experience and expertise in understanding the dynamics of various countries;
 - (d) Have a track record of facilitating technical assistance and building capacity in developing countries and communities that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change;
 - (e) Have demonstrated experience in managing global networks or initiatives and capability to engage with multiple stakeholders for effective operations;
 - (f) Have demonstrated the capacity to engage in partnerships with a wide range of organizations, bodies, networks and experts across different communities working in domains relevant to averting, minimizing and addressing loss and damage, including climate change adaptation, disaster risk management, humanitarian aid and development cooperation, as well as with finance providers and other partners.

III. Management and governance

3. The management and governance criteria are as follows:
 - (a) Have an effective governance and management structure to support high-quality administration, ensuring compliance with ethical standards;
 - (b) Have the necessary staff recruitment and management capability;
 - (c) Have demonstrated an ability to simultaneously administer and manage multiple and complex projects in developing countries;
 - (d) Be able to manage and maintain information systems to enable sharing of best practices and lessons learned;
 - (e) Be able to guarantee the appropriate monitoring and tracking of the actions undertaken.

* To be made available in all six official languages in the report on the session.

IV. Financial management

4. The financial management criteria are as follows:
- (a) Have a financial management, auditing and reporting functions; a robust accountability system; sound financial systems of international standard; and a fiduciary record that ensures the correct and impartial administering and disbursement of funds;
 - (b) Have a track record in financial stability and sustainability.

V. Vision and management plan

5. The vision and management plan criteria are as follows:
- (a) Have an overall vision, structure and approach in terms of how the host will support the effective functioning of the Santiago network;
 - (b) Have a proposal for providing the Santiago network secretariat with in-kind and financial support;
 - (c) Identify the ways in which partners and networks could be engaged to facilitate and catalyse technical assistance.
-